



LA VEILLE

NUMÉRO 5 • AUTOMNE 2022



Ce bulletin de veille scientifique vise à diffuser les plus récentes connaissances en matière d'exploitation sexuelle des mineurs. Il s'inscrit dans le cadre de la réalisation des différentes recommandations formulées dans le plan d'action *Les fugues en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation* du ministère de la Santé et des Services sociaux (2018). Ce bulletin est destiné tant à la communauté scientifique qu'aux acteurs du réseau de la santé et des services sociaux et des milieux communautaire, scolaire, judiciaire et policier qui unissent leurs efforts pour intervenir auprès de jeunes exploité(e)s sexuellement ou à risque de l'être.

Pour vous abonner à la liste de distribution, visitez le site web du Centre de recherche universitaire sur les jeunes et les familles au www.crujef.ca. Vous pouvez consulter en tout temps la veille scientifique à jour ainsi que les éditions précédentes du bulletin à partir de notre site web.



BULLETIN DE VEILLE SCIENTIFIQUE

SOMMAIRE

La marchandisation des services sexuels chez les jeunes de la diversité de genre • **P. 2**

L'exploitation sexuelle chez les jeunes affiliés à un gang de rue • **P. 3**

Fugue et exploitation sexuelle : la perception des jeunes en situation de placement • **P. 4**

L'exploitation sexuelle au Canada : que nous disent les études ? • **P. 5**

À la recherche de standards de formation des professionnel·les • **P. 6**

Pour en savoir plus... • **P. 7**

La marchandisation des services sexuels chez les jeunes de la diversité de genre

Il y a actuellement peu de littérature portant spécifiquement sur l'exploitation sexuelle des jeunes de la diversité de genre. Jusqu'à maintenant, quelques études suggèrent que ces jeunes sont plus à risque de vivre diverses difficultés (p. ex. : stigmatisation, itinérance, intimidation, difficultés d'insertion en emploi). Celles-ci peuvent, à leur tour, augmenter le risque d'être sollicité à des fins d'exploitation sexuelle.

Cette vaste étude américaine a permis de collecter des données auprès de 68 000 adolescent·es, dont un peu plus de 1 000 jeunes de la diversité de genre (qui s'identifient autrement que par le sexe attribué à leur naissance). L'objectif était de documenter la prévalence de la marchandisation de services sexuels en fonction de l'identité de genre des jeunes, d'identifier les difficultés pouvant être vécues par ces jeunes sur le

plan de la santé mentale, ainsi que la présence de facteurs de protection en milieu scolaire.

Les résultats montrent que les jeunes de la diversité de genre sont plus nombreux à rapporter avoir déjà marchandé des services sexuels (5,9%) en comparaison aux filles cisgenres (1,3%) et aux garçons cisgenres (1,2%). Les jeunes de la diversité de genre ayant marchandé des services sexuels sont également plus nombreux que leurs pairs à s'identifier comme LGBTQ+, à être une personne racisée et à avoir vécu de l'instabilité résidentielle.

Les auteurs ont identifié d'importantes difficultés de santé mentale vécues par les jeunes ayant marchandé des services sexuels, et ce, indépendamment de leur identité de genre. Une portion importante de ceux-ci présente des symptômes de dépression et d'anxiété, ainsi que des idéations suicidaires. Les résultats montrent cependant que les jeunes de la diversité de genre rapportent plus de tentatives de

suicide (76%) que les jeunes cisgenres (46%). La même tendance se dessine pour les comportements d'automutilation qui sont plus prévalents chez les jeunes de la diversité de genre ayant marchandé des services sexuels (86%) que chez les jeunes cisgenres (56%). Notons qu'au sein du sous-échantillon de jeunes de la diversité de genre, aucune différence n'a été notée sur le plan de la santé mentale en fonction du sexe assigné à la naissance.

Finalement, il ressort de cette étude que la plupart des jeunes ayant marchandé des services sexuels, indépendamment de leur identité de genre, mentionnent avoir accès à des services en santé mentale. Plusieurs soulignent aussi la présence d'un adulte de confiance dans leur milieu scolaire qui les soutient dans leur parcours académique et leur choix de carrière, facilitant ainsi leur insertion socio-professionnelle. Les jeunes de la diversité de genre rapportent néanmoins un plus faible sentiment de sécurité dans leur milieu scolaire comparativement à leurs pairs.

En conclusion :

- Il est important de préciser que l'identité de genre n'est pas un facteur de risque pour le développement de problématiques de santé mentale chez les jeunes. Il s'agit plutôt de l'accumulation de stress minoritaires (stress découlant de la stigmatisation associée à l'appartenance à une population minoritaire) vécus aux niveaux individuel, communautaire, institutionnel et structurel qui entraînent des conséquences sur la santé mentale et le bien-être des jeunes. La stigmatisation et la discrimination pouvant être vécues par ceux-ci représentent aussi un frein à la demande d'aide et peut contribuer à leur insertion dans une trajectoire d'exploitation sexuelle.
- La sous-représentation des jeunes de la diversité de genre dans les études portant sur l'exploitation sexuelle contribue à l'invisibilité de cette population et fait en sorte que nous disposons actuellement de peu de connaissances pouvant guider le développement de stratégies de prévention et d'intervention sensibles et adaptées à leur réalité. Le fait que la plupart des jeunes sondés mentionnent la présence de facteurs de protection dans leur environnement, notamment en milieu scolaire, souligne le rôle essentiel que peuvent jouer les professionnel·les en milieu scolaire dans l'accueil et l'accompagnement de ces jeunes. Ceux-ci ont un important rôle à jouer dans l'identification des jeunes à risque et leur référence vers les ressources d'aide.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Rider, G.N. et al. (2022). Mental Health and Protective Factors for Transgender and Gender-Diverse Youths Who Trade Sex: A Minnesota Statewide School-Based Study, 2019. *American Journal of Public Health*, 112(3), 499–508.

L'exploitation sexuelle chez les jeunes affiliés à un gang de rue

L'affiliation à un gang de rue a souvent été citée comme un facteur pouvant augmenter la vulnérabilité des jeunes et les amener à côtoyer un environnement où l'exploitation sexuelle est plus susceptible de survenir. Chez les adolescentes, l'exploitation sexuelle peut, entre autres, être utilisée comme un rite d'initiation à un gang. Celles-ci peuvent aussi être sous l'emprise d'un-e exploiteur-se membre d'un gang de rue, ce qui peut contribuer au sentiment de peur qu'elles ressentent à leur égard ou entraîner d'autres situations d'exploitation et d'abus au sein du gang.

Cette étude américaine s'intéresse à l'association entre l'affiliation à un gang de rue et l'exploitation sexuelle en analysant les données d'une étude longitudinale portant sur plus de 12 000 jeunes âgés de 12 à 18 ans. Dans cette étude, l'exploitation sexuelle réfère à l'échange de services sexuels contre de l'argent ou des drogues. Les mesures ne

permettent pas de saisir d'autres formes d'exploitation sexuelle. Il est important de tenir compte de cette particularité dans notre interprétation des résultats.

Au total, 6,54% des garçons et 2,80% des filles mentionnent avoir été affiliés à un gang. Concernant l'exploitation sexuelle, 4,85% des garçons et 2,26% des filles rapportent avoir échangé des services sexuels contre de l'argent ou des drogues. Les résultats montrent que les jeunes ayant fait partie d'un gang sont quatre fois plus à risque d'avoir vécu cette forme d'exploitation sexuelle. En effet, 12,38% d'entre eux rapportent une telle situation, en comparaison à 3,11% des jeunes non affiliés à un gang.

Les auteures ont également étudié plusieurs facteurs pouvant avoir une influence sur le risque d'exploitation sexuelle et modérer l'association entre l'affiliation à un gang et l'exploitation sexuelle. Celles-ci ont identifié la délinquance juvénile, le genre (les

garçons étant plus à risque), le fait d'avoir été victime de violence, le faible niveau d'éducation des parents et la monoparentalité comme étant associés à un plus haut risque d'exploitation sexuelle chez les adolescent-es. En tenant compte de ces facteurs comme variables modératrices, les jeunes affiliés à un gang demeurent tout de même plus à risque de vivre de l'exploitation sexuelle, bien que cette association soit plus modeste. Plus précisément, ils demeurent deux fois plus à risque d'exploitation sexuelle que les jeunes non affiliés à un gang.



En conclusion :

- Le fait que les garçons membres d'un gang de rue soient autant à risque d'exploitation sexuelle que les filles ébranle le mythe de la « parfaite victime », en ce sens où les garçons sont plus susceptibles d'être perçus comme des délinquants plutôt que des victimes d'exploitation sexuelle. Par conséquent, ils sont aussi moins susceptibles de recevoir les services d'aide adaptés à leur vécu. Afin de déconstruire ce mythe, il est essentiel de poursuivre la formation des professionnel·les pour développer une meilleure compréhension des facteurs de risque et du contexte, parfois très complexe, dans lequel survient l'exploitation sexuelle.
- Les efforts de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle gagneraient à inclure davantage les jeunes impliqués dans un gang. Les outils d'évaluation devraient, notamment, s'intéresser à la question de l'affiliation à un gang de rue. Les jeunes pourraient être plus portés à dévoiler cette affiliation qu'à dévoiler une situation d'exploitation sexuelle. Cela pourrait ouvrir la porte à une évaluation plus approfondie du risque d'exploitation sexuelle chez ces jeunes. De la même façon, le risque d'exploitation sexuelle devrait être exploré auprès des jeunes pour qui l'affiliation à un gang est suspectée ou confirmée afin de s'assurer qu'ils soient dirigés vers les bons services d'aide.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Franchino-Olsen, H. et Martin, S.L. (2022). The Associations Between Gang Membership and Domestic Minor Sex Trafficking (DMST): Findings From a Nationally Representative Study. *Violence and Victims*, 37(4), 1-18.

Fugue et exploitation sexuelle: la perception des jeunes en situation de placement

Dans cette étude menée en Espagne, 67 adolescent·es de 13 à 18 ans et hébergé·es dans le cadre de la protection de la jeunesse ont exprimé leur point de vue sur la question des fugues et de l'exploitation sexuelle. Les résultats font état d'une forte prévalence de la fugue chez ces jeunes. Près de la moitié d'entre eux rapportent avoir fugué alors qu'ils étaient hébergés. La majorité a fugué à plus d'une reprise, mais ces fugues sont habituellement de courte durée (moins d'une semaine).

Durant leurs fugues, 1 jeune sur 5 a été contraint de dormir dans la rue, tandis que la majorité a été hébergée par un ami, un proche ou un partenaire. Plusieurs motifs sont cités par les jeunes pour justifier leurs fugues, le plus fréquent étant les règles du milieu de vie jugées excessives (50%). Ils mentionnent aussi le désir de voir leurs amis (47%), les conflits avec d'autres jeunes dans le milieu de vie (44%), le désir d'avoir du plaisir (44%) et le fait de ressentir un mal-être (41%).

Lorsque sondés sur les facteurs qui peuvent motiver les jeunes à marchander des services sexuels, les participant·es sont d'avis qu'il s'agit d'un moyen d'obtenir de l'argent (67%), de l'alcool ou des drogues (57%) et un endroit où dormir durant une fugue (57%). Plusieurs mentionnent aussi le désir d'avoir du plaisir ou de vivre de nouvelles expériences (54%), de se sentir bien et d'arrêter de penser (46%), ainsi que le fait d'être menacé (49%) ou introduit à l'exploitation sexuelle par un partenaire (49%).

Selon les jeunes, plusieurs situations augmentent le risque d'exploitation sexuelle, dont l'envoi d'images et de vidéos à caractère sexuel. Aller à la rencontre d'une personne dont nous avons fait la connaissance via les réseaux sociaux ou fréquenter des lieux où la plupart des personnes sont plus âgées sont également perçues comme des situations à risque.

Afin de prévenir l'exploitation sexuelle, les jeunes considèrent qu'il est essentiel de leur transmettre plus d'information

sur le sujet et soulignent l'importance de l'éducation à la sexualité. Ils souhaitent que les corps policiers consentent plus d'efforts pour emprisonner les exploitateurs. Ils mentionnent leur désir de recevoir plus de marques d'affection de la part des professionnel·les dans les milieux de vie et l'importance de se sentir compris et en confiance. Enfin, certains proposent d'organiser plus d'activités de loisir, en particulier les fins de semaine, afin de prévenir les fugues et les situations potentiellement à risque.

Les auteurs ont finalement sondé les jeunes sur le message qu'ils souhaitent transmettre aux jeunes vivant de l'exploitation sexuelle. Si la plupart conseillent de chercher de l'aide auprès d'un adulte, d'autres réprimandent les jeunes concernés. Ils considèrent que l'échange de services sexuels est inacceptable, qu'elle nuit à leur dignité et qu'elle est un manque de respect envers soi. Ces propos sous-entendent que plusieurs jeunes conçoivent l'exploitation sexuelle comme étant un choix rationnel fait par les jeunes et entraîne un blâme envers les victimes plutôt qu'une réponse empathique.

En conclusion :

→ Bien que la majorité des jeunes dans cette étude affirment que les professionnel·les leur ont transmis de l'information et des conseils sur les moyens de prévenir les situations d'exploitation sexuelle, près de 30% disent que ce sujet n'a pas été abordé avec eux durant leur placement. Cette situation pourrait refléter un manque de sensibilisation ou de formation des professionnel·les qui œuvrent auprès des jeunes hébergés dans le cadre de la protection de la jeunesse.

→ Parmi les situations posant un risque d'exploitation sexuelle, les jeunes rapportent principalement des comportements et situations qui surviennent via les nouvelles technologies et les réseaux sociaux. Cela rappelle comment l'évolution rapide de ces moyens de communication a diversifié les façons de faire des exploitateurs et pose de nouveaux défis en matière de prévention. L'usage des nouvelles technologies afin de prévenir l'exploitation sexuelle des mineurs représente une avenue intéressante, par exemple via le développement d'un site web éducatif destiné à informer les jeunes en matière d'exploitation sexuelle.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Pereda, N., Codina, M., Díaz-Faes, D.A. et Kanter, B. (2022). Giving a voice to adolescents in residential care: Knowledge and perceptions of commercial sexual exploitation and runaway behavior. *Children and Youth Services Review*, 141, 106612.

L'exploitation sexuelle des adolescentes et des femmes au Canada : que nous disent les études ?

Dans cet article, les auteurs font l'état des connaissances en matière d'exploitation sexuelle des adolescentes et des femmes au Canada. Pour ce faire, ils ont recensé 14 études réalisées en Ontario, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Québec. Celles-ci ont permis de recueillir les points de vue de plus de 300 professionnel·les et 279 survivantes de l'exploitation sexuelle.

Un manque de consensus dans la définition de l'exploitation sexuelle

Plusieurs études consultées rapportent des désaccords entourant la conceptualisation de l'exploitation sexuelle entre les acteurs des milieux policiers, judiciaires, communautaires et du réseau de la santé et des services sociaux. Ces études suggèrent qu'il existe un continuum entre une vision coercitive et une vision consensuelle de l'exploitation sexuelle des adolescentes et des

femmes. Ce manque de consensus rend l'identification des victimes difficile et contribue à créer une offre de service fragmentée.

Les effets de la colonisation sur le risque d'exploitation sexuelle

Plus de la moitié de ces études se sont intéressées aux facteurs de risque et au processus d'engagement dans l'exploitation sexuelle. Celles-ci notent la présence d'importantes inégalités au plan systémique et citent, entre autres, les conséquences de la colonisation. Selon ces études, les traumatismes associés aux pensionnats pour Autochtones, le placement massif des enfants au sein des services de protection de la jeunesse, la rupture des liens avec les familles et la communauté, ainsi que les difficultés socio-économiques sont au nombre des facteurs contribuant au risque d'exploitation sexuelle des filles et des femmes des peuples Autochtones.

Selon les professionnel·les rencontrés dans ces études, la

problématique de l'exploitation sexuelle au sein des peuples autochtones n'est pas suffisamment reconnue, ce qui, encore une fois, freine l'identification des victimes. Les études soulignent un manque de communication et de collaboration entre les communautés autochtones et allochtones. Cela fait en sorte que les services sont peu sensibles aux réalités culturelles de ces communautés et freine l'accès à ces services.

L'absence de connaissances sur l'efficacité des interventions

À la connaissance des auteurs, une seule étude canadienne a procédé à l'évaluation d'un service destiné aux personnes vivant une situation d'exploitation sexuelle, soit la mise en ligne d'une publicité sur un site de petites annonces sexuelles permettant de faciliter l'accès à une ressource d'aide. Ce constat met en exergue le besoin urgent d'évaluation des interventions afin d'éclairer la pratique.

Pour une liste complète des études canadiennes recensées, consultez l'article original d'Hodgins et al. (2022).

En conclusion :

- Au Canada, les stratégies de lutte à l'exploitation sexuelle ont, historiquement, eu une vision prioritairement criminelle de cette problématique. Il est supposé que l'ajout d'interventions du système de justice pour lutter contre les activités des gangs et d'exploitation sexuelle permettra d'en prévenir les dommages. Cet accent sur la criminalisation des exploitateurs relaie toutefois au second plan la réponse à des besoins immédiats et à long terme rencontrés par les personnes vivant de l'exploitation sexuelle (besoins financiers, hébergement, etc.).
- Cette revue met en relief l'importance de tenir compte de facteurs tels que les impacts de la colonisation, le racisme et l'immigration dans la réponse à l'exploitation sexuelle au Canada. En réponse à plusieurs de ces considérations et afin d'améliorer l'accès et la qualité des services, le gouvernement du Canada a déposé la *Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes 2019-2024*. Cette stratégie prévoit l'allocation de ressources financières pour l'offre de services aux victimes et survivantes de l'exploitation sexuelle. Cet article met toutefois en lumière la quasi-absence, à ce jour, d'études évaluant l'efficacité de ces interventions. Cela souligne la nécessité d'accompagner les organisations qui offrent ces services dans l'évaluation rigoureuse de l'efficacité des interventions dispensées.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Hodgins, E., Mutis, J., Mason, R. et Du Mont, J. (2022). Sex Trafficking of Women and Girls in Canada : A Scoping Review of the Scholarly Literature. *Trauma, Violence and Abuse*, 1-16.

À la recherche de standards de formation des professionnel·les

Plusieurs études ont mis en lumière les besoins de formation des professionnel·les œuvrant auprès des enfants et des adolescent·es sur les questions relatives à l'exploitation sexuelle. L'absence de standards de pratique et de standards concernant les compétences professionnelles nécessaires pour intervenir auprès des jeunes concernés pourrait expliquer en partie pourquoi, à l'heure actuelle, ces besoins de formation ne sont pas comblés.

Ces standards font référence aux connaissances, aux attitudes et aux compétences attendues chez les professionnel·les œuvrant auprès de ces jeunes. Ils permettent d'orienter le développement des programmes de formation, ainsi que d'évaluer la qualité des services dispensés.

Cette étude avait pour objectif de dresser la liste des compétences professionnelles nécessaires pour identifier et intervenir efficacement auprès des jeunes vivant une situation d'exploitation sexuelle. Dix-neuf professionnel·les de divers horizons (milieu judiciaire, policier, médical, scolaire, etc.) exerçant principalement aux États-Unis, mais aussi à l'international, ont participé à un groupe Delphi. À l'issue de la démarche, un consensus a été obtenu concernant 128 compétences professionnelles pouvant être regroupées en cinq grands domaines.

Pour une liste complète des compétences, consultez l'article original d'Interiano-Shiverdecker et al. (2022).

Les 5 domaines de compétences professionnelles



Stratégies d'intervention et relation d'aide

Attitudes et croyances : avoir une approche de non-jugement, reconnaître l'importance de la transparence et de l'honnêteté, être ouvert à la collaboration avec d'autres professionnels, etc.

Connaissances : approche centrée sur les forces, ressources accessibles dans la communauté, santé mentale, etc.

Habilités : créer un climat sécurisant, instaurer un sentiment d'espoir, développer la confiance, favoriser l'autonomie du jeune, etc.



Éthique professionnelle

Attitudes et croyances : reconnaître que les jeunes ne peuvent consentir légalement à la marchandisation des services sexuels, différencier la prostitution et l'exploitation sexuelle, etc.

Connaissances : politiques et lois entourant l'exploitation sexuelle, droits de la jeunesse, procédures judiciaires, etc.

Habilités : mettre ses limites, évaluer le risque, assurer la sécurité du jeune, procédure pour signaler ces situations aux autorités, etc.



Trauma et exploitation sexuelle

Attitudes et croyances : reconnaître que le processus de sortie n'est pas linéaire et qu'il prend du temps, que les jeunes peuvent retourner vers leur exploiteur, qu'ils peuvent rejeter l'aide, etc.

Connaissances : comprendre que l'exploitation sexuelle peut mener à un trauma complexe, connaître et comprendre les différents traumas vécus, etc.

Habilités : mettre en place des mesures pour éviter la retraumatisation des jeunes, pour prévenir le suicide, pour éviter la fatigue de compassion, etc.



Évaluation du risque et repérage

Attitudes et croyances : reconnaître que tous les jeunes sont à risque d'être sollicités, que les comportements externalisés peuvent être une manifestation de l'exploitation sexuelle, qu'il n'existe pas de "parfaite victime", etc.

Connaissances : comprendre que les jeunes peuvent être réticents à dévoiler leur situation, qu'ils ne se perçoivent pas toujours comme des victimes, etc.

Habilités : reconnaissance des signes (attitude, langage, relations amoureuses, tatouage, absentéisme scolaire, délinquance...), etc.



Développement humain et diversité culturelle

Attitudes et croyances : reconnaître et déconstruire les stéréotypes et biais (racisme, homophobie...), reconnaître l'importance de cibler les facteurs systémiques contribuant à la vulnérabilité des jeunes, etc.

Connaissances : développement de l'enfant et de l'adolescent, impact du trauma sur le cerveau, intersectionnalité, discrimination, etc.

Habilités : offrir des interventions adaptées au stade de développement, sensibles aux différentes cultures, soutenir les populations vulnérables (jeunes en protection de la jeunesse...), etc.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Interiano-Shiverdecker, C.G., Romero, D.E. et Elliott, J. (2022). Development of child sex trafficking counseling competencies in the United States: A Delphi Study. *Journal of Interpersonal Violence*, 1-27.

Pour en savoir plus...

Arrington-Sanders, R. et al. (2022). Social Determinants of Transactional Sex in a Sample of Young Black and Latinx Sexual Minority Cisgender Men and Transgender Women. *Journal of Adolescent Health, 70*(2), 275-281. [Consulter](#)

Dierkhising, C. B., Eastman, A. L., & Walker Brown, K. (2022). Examining Housing Instability Among Females Who Are System-Involved: Comparing Females With and Without Histories of Commercial Sexual Exploitation. *Child Maltreatment, 27*(4), 637-646. [Consulter](#)

Gerassi, L. B., & Pederson, A. C. (2022). Social Service Providers' Knowledge of and Practice with LGBTQ+ People at Risk of Sex Trafficking. *Social Work Research, 46*(2), 101-114. [Consulter](#)

Jones, L. M., & Mitchell, K. J. (2022). Predictors of Multidisciplinary Team Sustainability in Work With Child Sex Trafficking Cases. *Violence and Victims, 37*(2), 222-243. [Consulter](#)

McKibbin, G., Halfpenny, N., & Humphreys, C. (2019). Respecting Sexual Safety: A Program to Prevent Sexual Exploitation and Harmful Sexual Behaviour in Out-of-Home Care. *Australian Social Work, 75*(1), 111-121. [Consulter](#)

Nous joindre

Pour des questions ou commentaires concernant cette veille scientifique, veuillez nous contacter au crujef.ciusssc@ssss.gouv.qc.ca.

Recherche et rédaction

Vanessa Fournier,
conseillère en développement
de la recherche au CRUJeF

Collaboratrices

Élyse Granger,
bibliothécaire à l'Université Laval

Marie-Claude Simard,
chercheuse d'établissement au
CRUJeF

Révision

Cynthia Ouellet,
agente administrative de la
recherche au CRUJeF

Mise en page

Vanessa Fournier,
conseillère en développement
de la recherche au CRUJeF

Crédit photos © 2022 Tous
droits réservés, Canva

Ce bulletin est rendu possible
grâce à la contribution financière
du ministère de la Santé et des
Services sociaux.

Le contenu présenté dans ce
bulletin est issu d'articles
scientifiques et ne reflète en
aucun cas l'opinion de l'auteure.